

« L'UNEF, L'ANCIENNE POUPONNIERE DU PS, QUI A FORME DES GENERATIONS DE DIRIGEANTS ET TERRORISE PLUS D'UN MINISTRE DE L'ÉDUCATION, EST EN PERDITION. »

- **Par Alexandre Duyck, dans le JDD.**

Il fut un temps où tout serait parti d'ici. De ce petit local situé dans le nord de Paris, rue de l'Ourcq. Rien d'ostentatoire, un tout autre Paris que celui des beaux quartiers, la rue de Grenelle et son ministère de l'Éducation nationale, le Panthéon et celui de l'Enseignement supérieur. Combien de générations de ministres ont frémi rien qu'à l'évocation du siège de l'Unef, l'Union nationale des étudiants de France ? Là où se préparaient les manifestations, les mobilisations capables de mettre des centaines de milliers d'étudiants dans les rues. Mais alors que son 86^e congrès s'est tenu dans l'indifférence générale le mois dernier à Lille, qui tremble encore face à l'Unef ? *« Elle a terrorisé pendant des années tous les ministres de l'Enseignement supérieur mais aujourd'hui elle ne fait plus peur à personne, lâche Jean-Marie Le Guen, deux fois secrétaire d'État sous François Hollande, ancien député (PS) de Paris et membre fondateur en 1980 de l'Unef-ID, l'une des deux branches historiques. À vrai dire, elle n'a plus de raison d'être. Elle n'existe pratiquement plus. Elle mourra dans une putréfaction pathétique. »*

Le propos paraît sans doute outrancier. Même si l'Unef traverse, depuis plusieurs années, un long chemin de croix, à l'image de son grand frère, le Parti socialiste. De fait, faire raconter par ses anciens dirigeants l'affaiblissement du syndicat étudiant, c'est faire ressurgir des haines ancestrales au sein de la « famille » socialiste. Les batailles d'appareil, les jalousies, les rancœurs... Se souvenir de la toute-puissance de 1981, quand François Mitterrand accède au pouvoir. Et comparer avec aujourd'hui : le PS est marginalisé et l'Unef, qui mobilisait comme personne le monde étudiant, qui cogérait tacitement certaines grandes universités, est tombée dans l'anonymat. Certes, elle se bat contre la sélection à l'entrée des universités. À Lille, elle a obtenu l'égalité des frais d'inscription entre étudiants européens et non européens, contrairement à ce que prévoit le programme « Bienvenue en France » mis en place par le gouvernement. Mais, tiraillée entre ce qu'il reste du Parti socialiste et La France insoumise, affaiblie par la crise du syndicalisme en général, elle n'est plus guère audible sur le plan politique ni dans la rue.

LE BOTTIN DES ANCIENS

Juriste, président du Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants, Robi Morder a été membre du bureau national de l'Unef-ID de 1980 à 1984.

Indulgent avec celles et ceux qui incarnent le mouvement aujourd'hui, « *qui font preuve d'un militantisme effréné et le vivent avec passion* », il juge néanmoins « *regrettable l'incapacité à mobiliser contre Parcoursup ou contre la fin de la Sécurité sociale étudiante* ». La direction actuelle s'en défend, assurant avoir « *tout fait pour se mobiliser* », interpellant à plusieurs reprises Emmanuel Macron. Mais Isabelle Thomas, ex-députée européenne qui participa à la création de SOS Racisme et à la direction de l'Unef, le redit : « *Ils n'ont pas été à la hauteur contre Parcoursup. Après, ils héritent des erreurs de leurs aînés qui, en leur temps, ont laissé s'installer l'autonomie des universités. Ça a été le début de la fin.* »

En 2016, coup de tonnerre dans le monde étudiant : pour la première fois, l'Unef est devancée par la Fage (Fédération des associations générales étudiantes). Aux dernières élections universitaires, en 2018, rebelote : l'Unef, avec ses 30 000 adhérents revendiqués, ne recueille que 55 sièges contre 85 pour la Fage. Nouveau coup dur au printemps dernier avec le départ des 86 membres de l'aile gauche, proche des communistes, pour « *options idéologiques incompatibles* » avec celles du flanc droit, toujours lié au PS. Bien plus grave : en 2018, *Libération* publie les témoignages de 16 femmes victimes déclarées de harcèlement, d'agressions sexuelles et de viols de la part de dirigeants de l'organisation étudiante entre 2007 et 2015. Le quotidien décrit « *un terrain de chasse sexuelle* », notamment sous la présidence de Jean-Baptiste Prévost* (2007-2011), marquée, selon *Libération*, « *par une multitude de dérives* ».

Longtemps, l'Unef a compté dans ses rangs des personnalités publiques ou politiques de premier plan : l'historien Benjamin Stora ; le fondateur de SOS Racisme Harlem Désir ; la militante féministe Caroline de Haas ; Stéphane Fouks, vice-président de Havas ; l'actuelle porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye ; Bruno Julliard, ancien premier adjoint d'Anne Hidalgo ; Jean-Marie Le Guen ; Jean-Christophe Cambadélis, ancien premier secrétaire du PS ; Manuel Valls ; Jean-Luc Mélenchon ; Julien Dray ; la députée LFI Clémentine Autain ; l'ancienne ministre socialiste de la Famille, de l'Enfance et des Droits des femmes Laurence Rossignol ;

mais aussi Philippe Séguin, Lionel Jospin, Jack Lang... François Hollande adhéra tandis qu'il étudiait à Sciences-Po. « *Je lui ai vendu sa première carte* », se souvient le journaliste cofondateur de Mediapart Laurent Mauduit, qui en fut un membre influent à Paris. « *C'était sous Giscard. À l'époque, André Bergeron, qui dirigeait Force ouvrière, nous accompagnait en délégation rencontrer la ministre des Universités, Alice Saunier-Seïté. Il lui disait : "Madame la ministre, écoutez mes jeunes amis..."* » L'Unef est alors divisée en plusieurs branches. « *Ceux du camp d'en face sont venus voir Hollande et lui ont dit : "Si tu nous rejoins, on te file la présidence !"* » Le futur président de la République a traversé la rue... Sans pour autant devenir président de l'Unef-Renouveau.

Mais depuis Bruno Julliard, président de 2005 à 2007, plus personne ne connaît les noms des dirigeant(e)s de l'organisation. Encore un signe d'affaiblissement de l'ex-premier syndicat étudiant de France ? Pas forcément, répond Robi Morder. « *Son rôle n'a jamais été de former des cadres, nuance celui-ci, mais plutôt de générer des formes d'opposition.* » Il reconnaît aux dirigeants récents et actuels le mérite d'avoir fait adhérer puis placé en haut de l'organigramme « *des personnes de couches populaires et descendant de l'immigration* ». Laurent Mauduit approuve, se montrant très dur avec leurs prédécesseurs : « *Une bande d'affairistes et d'intrigants qui vont faire leur fortune sous François Mitterrand et aboutir à l'affaire de la Mnef **. C'est d'une tristesse abominable. Ils voulaient changer la vie, mais c'est la vie qui les a changés.* » Qualifiée de bras armé de la Mnef, qui embauchait à tour de bras ses militants, l'Unef ne se remettra jamais totalement du scandale et de la condamnation de certains de ses anciens dirigeants comme Cambadélis. Laurent Mauduit évoque « *une génération perdue qui incarne ce qu'a été la fin des années Mitterrand* » et ce qui s'ensuivit. Le Guen, Cambadélis, Fouks, Dray... L'influence de Dominique Strauss-Kahn. Des mises en examen, des condamnations pour certains. « *Et ils voudraient juger ceux et celles d'aujourd'hui ? Non, pas eux. Et pas comme ça.* »

GLISSADE INDIGÉNISTE

« Elle mourra dans une putréfaction pathétique »

Jean-Marie Le Guen, membre fondateur de l'Unef-ID

Mauduit parle d'un mouvement « *longtemps schizophrène* » défendant des valeurs (égalité, parité, diversité, promotion sociale...) qu'il ne s'appliquait pas à lui-même. « *On ne donnait pas le bon exemple.* » Frédéric Hocquard, actuel adjoint à la maire de Paris, chargé de la vie nocturne et de la diversité de l'économie culturelle, ex-dirigeant de l'Unef parisienne, se souvient qu'en 1995 « *on en était encore à discuter et à voter pour savoir si on devait aller à la Gay Pride... Ma fille, qui y milite aujourd'hui, était consternée quand je le lui ai raconté.* » Sur la question de la parité, de la lutte LGBT, l'Unef nage à contre-courant de ses idées et se coupe d'une partie de la jeunesse.

Il n'y est pas toujours facile d'être homosexuel(le). Longtemps tenu pour un cercle fermé de jeunes hommes blancs, parisiens, diplômés de Sciences-Po, le syndicat, fondé en 1907, attend cent neuf ans pour nommer à sa tête une femme, Lilâ Le Bas. Son accession au pouvoir, suivie de celle en 2019 de Mélanie Luce, en a donc réjoui plus d'un. Étudiante en droit à Assas âgée de 23 ans, celle-ci, dont la mère est guadeloupéenne, se présente comme la première présidente « *racisée* » du syndicat. « *Ça veut dire non blanche. Ça veut aussi dire qu'à l'Unef on reconnaît que la société considère la couleur de peau comme une race sociale.* » Là encore, certains ont tiqué, notamment parmi les anciens dirigeants. L'organisation prévoit aussi des réunions internes « *non mixtes* », interdites aux hommes pour certaines, aux personnes blanches de peau pour d'autres. Afin, assure la direction, de parler librement, entre soi, des violences faites aux femmes ou aux personnes victimes de racisme. Beaucoup ne comprennent pas une telle évolution de la part du syndicat qu'ils assimilent à une glissade vers le communautarisme, voire l'indigénisme. « *On a commencé à se positionner en anti-Front national pour ensuite dire que l'islam c'est pas si mal, explique un ancien dirigeant. Et de là, certains ont glissé vers "l'islam, c'est mieux". Sauf que plein d'étudiants n'ont pas compris et se sont éloignés de nous.* »

En 2018, des personnalités comme Gérard Collomb, alors ministre de l'Intérieur, ou Marlène Schiappa dénoncent la « *promotion d'un islam politique* » : présidente de l'Unef à Paris 4 Sorbonne, Maryam Pougetoux apparaît publiquement portant un hidjab. Certains anciens dirigeants sont choqués : « *Les années où j'ai été président, tout comme celles qui les ont précédées, nous étions plutôt anticléricaux qu'autre chose,* raconte Bruno Julliard, qui a critiqué la nomination de Maryam Pougetoux. *On*

était très disciplinés, une organisation quasi militaire, Caroline de Haas s'en occupait avec une efficacité redoutable. » Au bureau national, dont fait alors partie Sibeth Ndiaye, on ne parle jamais de religion. Même si l'Unef, contrairement à de nombreux dirigeants politiques de gauche, est plutôt favorable à la loi sur le voile. Julliard : « *Quand il y avait un catho assumé, pour nous c'était une sorte de zozo. »* Une dirigeante voilée ? « *Les bras m'en tombent !* », lâche Jean-Marie Le Guen. Avant de diriger le Parti socialiste de 2014 à 2017, Jean-Christophe Cambadélis présida l'Unef-ID de 1980 à 1984. Il assure avoir discrètement écrit, en sa qualité de président, l'un des discours à la jeunesse prononcé par François Mitterrand, élu président de la République en 1981. À une époque où la formation constitue une machine de guerre qui fournit de très nombreux cadres dirigeants au Parti socialiste. « *Aujourd'hui, dans notre société, le discours dominant c'est celui d'Éric Zemmour, analyse-t-il. Mais au lieu de le déconstruire, les dirigeants de l'Unef, en acceptant une dirigeante voilée, donnent du grain à moudre aux gens qui défendent les causes identitaires. Cette femme voilée, c'est une provocation. Si l'Unef ne revient pas à une dimension plus syndicale, à d'abord défendre les droits des étudiants, ils termineront en groupuscule. »*

DÉRAPAGES EN SÉRIE

Des mots qui provoquent la colère d'Isabelle Thomas, figure du syndicat dans les années 1980. « *Mais enfin, ces anciens n'ont pas d'autres problèmes que ça dans la vie ? C'est comme ça qu'ils luttent contre l'islamophobie ? Certes, les dirigeants actuels sont des enfants de bonne volonté probablement un peu perdus. Mais pour moi, une jeune femme voilée qui prend des responsabilités publiques, c'est bien le signe qu'elle est dans l'émancipation. Papys Dray et Camba qui veulent leur mettre la fessée, j'ai envie de leur mettre des baffes. Ils devraient se regarder avant de parler... »*

Reste que les dérapages s'accroissent. Le 15 avril, Notre-Dame s'enflamme. Sur Twitter, Édouard Le Bert, membre du bureau national à Rennes, raille l'émotion internationale : « *Ça y est drame national, une charpente de cathédrale brûle. »* Hafsa Askar, vice-présidente de l'Unef-Lille : « *Je m'en fiche de Notre-Dame de Paris car je m'en fiche de l'histoire de France je sais pas quoi, allez-y mentionnez-moi. »* Puis : « *Jusqu'à [quand] les gens ils vont pleurer pour des bouts de bois. Wallah*

vous aimez trop l'identité française alors qu'on s'en balek objectivement c'est votre délire de petits Blancs. » La présidente Mélanie Luce met du temps à condamner. Sept mois plus tard, à l'université Lille 2, quand des étudiants (n'appartenant pas à l'Unef) détruisent tous les exemplaires de l'ouvrage que François Hollande est venu dédicacer, le syndicat ne condamne pas cet acte de censure. Pas plus qu'en octobre, quand la philosophe Sylviane Agacinski est empêchée de participer à une conférence à l'université Montaigne de Bordeaux. Mélanie Luce justifie ces silences : *« Nous ne sommes pas là pour montrer du doigt certains modes d'action qui sont loin d'être majoritaires. Notre souci, c'est de soutenir les étudiants qui veulent pouvoir se nourrir et aller chez le médecin. Et dénoncer le gouvernement qui crée un numéro vert quand un jeune s'immole par le feu à Lyon. »*

En mars dernier, à la Sorbonne, où Maryam Pougetoux a été élue, des étudiants surgissent dans une salle où doit être jouée la pièce d'Eschyle *Les Suppliants*, mise en scène par Philippe Brunet. Comme l'explique le communiqué de la présidence de l'université, *« les comédiennes et comédiens ont été empêchés de force de rentrer se préparer et le public [a été] tenu dehors par des individus accusant la mise en scène de "racialisme" »*. Mettant en scène les Grecs argiens et les Danaïdes venues d'Égypte, la pièce, conformément aux pratiques théâtrales antiques, devait voir des actrices et des acteurs porter des masques blancs et des masques noirs. De nombreuses personnalités du monde universitaire et culturel s'insurgent contre cette censure imposée au nom de la lutte contre le racisme. Mélanie Luce jure ne pas avoir appelé à censurer. *« On a juste dit qu'on vivait mal la chose, que le metteur en scène, en maquillant les visages ou en usant de masques, caricaturait de la même manière les personnes racisées. »* L'Unef a pourtant approuvé et soutenu l'action, exigeant dans un communiqué l'annulation de la représentation, des excuses de l'université, *« la garantie qu'il n'y aura plus de représentations racistes [en son] sein »* ainsi que l'organisation de *« formations sur la question des oppressions systémiques »* auprès des personnels éducatifs et administratifs de la Sorbonne. *« Idiot, totalitaire, analphabète et obscurantiste, c'est ce qu'est devenue l'Unef, dans la plus prestigieuse université française, s'emporte**** Pierre Jourde, écrivain, professeur d'université, critique littéraire et ancien responsable du syndicat à Paris 12. *L'égalité et le respect des Noirs sont défendus (hors de propos) par quelqu'un qui*

porte le signe de l'infériorité des femmes [...]. L'Unef est finalement un syndicat de talibans. »

Robi Morder parle de « *folie totale qui a fait beaucoup de mal* ». Frédéric Hocquard ajoute : « *Vous pouvez évidemment critiquer le black face, mais vous ne pouvez pas interdire un spectacle.* » Avant de relativiser, refusant de jeter la pierre à la jeune direction actuelle : « *Vous savez, on est toujours le vieux con de quelqu'un.* » Il raconte ceux qui, en leur temps, soutenaient l'Irak de Saddam Hussein, adoraient l'Albanie d'Enver Hoxha ou embrassaient la révolution culturelle de Mao... « *Nous aussi on avait des dingues parmi nous, rappelle-t-il. Ça leur passera.* » À l'entendre, une simple affaire de cycles et de vents mauvais.